

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/W/147

17 avril 1996

(96-1407)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

QUESTIONS CONCERNANT LA NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE PAR L'AFRIQUE DU SUD¹ AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 12 avril 1996.

1. La Communauté européenne s'interroge sur la conformité de la législation notifiée par l'Afrique du Sud avec les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, notamment sur les points suivants:

- la notion de "préjudice grave" ("material injury"), utilisée pour la définition de l'expression "concurrence préjudiciable" au point 1 de la Loi sur le Conseil des droits de douane et du commerce et qui équivaut à l'expression "dommage important" figurant dans l'Accord antidumping et dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, a une signification précise dans le système juridique de l'OMC et correspond à un seuil de dommage différent de celui qui est associé à la notion de "dommage grave" dans l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes; par conséquent, il semblerait que la législation sud-africaine autorise l'adoption de mesures de sauvegarde lorsqu'il existe un dommage qui n'est pas "grave";
- il n'est pas prévu de disposition sur la procédure à suivre pour les enquêtes, notamment en ce qui concerne les droits des parties intéressées;
- il n'est pas prévu de disposition sur la manière dont les mesures de sauvegarde sont mises en oeuvre (niveau d'un contingent, etc.);
- il n'est pas prévu de disposition sur la durée d'application d'une mesure de sauvegarde;
- il n'est pas prévu de disposition sur l'application non discriminatoire d'une mesure de sauvegarde.

L'Afrique du Sud pourrait-elle indiquer si elle envisage par conséquent de modifier sa législation dans un avenir proche afin de la rendre conforme aux disciplines énoncées dans l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes?

¹G/SG/N/1/ZAF/1.

2. *Si l'Afrique du Sud prend une mesure de sauvegarde à l'encontre de Membres de l'OMC, les dispositions de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes s'appliqueront-elles à une telle procédure?*
3. *Aux termes du point 19 de la Loi sur le Conseil des droits de douane et du commerce, quiconque (y compris un exportateur) ne coopère pas à une enquête est passible de poursuites pénales. Cette disposition s'applique-t-elle dans le cas d'enquêtes en matière de sauvegardes?*